



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



**Comprendre le système des conflits autour du site minier de Mukungwe en  
Groupement de Mushinga, Territoire de Walungu**

**Auteurs : Godefroid MUZALIA Kihangu, Innocent Balagizi Karhagomba, Irène Bahati et Léa Babite.**

**Résumé :** *Cet article est une contribution à un débat qui fait désormais partie du paysage social, politique et économique de la République démocratique du Congo et qui est rendu sous plusieurs concepts tels que : minerais des conflits, minerais de sang, sites rouges, etc. Il voudrait comprendre comment une constellation de structures de gouvernance impliquées dans la gouvernance du secteur minier au Sud-Kivu trouve un contexte favorable dans le système de conflits qui s'érige et se consolide autour du site minier de Mukungwe et qui impactent dangereusement sur la sécurité humaine dans le groupement de Mushinga en territoire de Walungu. L'issue de cette analyse étant de répondre à une question centrale : que faire pour passer des minerais de conflits aux minerais de paix et de développement au Sud-Kivu en général et dans le territoire de Walungu en particulier.*

**Mots-clés :** *Système de conflits, Gouvernance du secteur minier, minerais de conflits, minerais de paix, sécurité humaine, site minier de Mukungwe, BANRO.*

**Abstract:** *This paper is a contribution to the debate that is now part of the social, political and economic landscape of the Democratic Republic of the Congo and rendered under several concepts like: conflict minerals, blood minerals, red mineral sites, etc. The aim is to understand how a constellation of governance structures involved in the governance of the mining sector in South Kivu find a favorable context in the conflict system around the mining site of Mukungwe and that has a dangerous impact on human security. The outcome of this analysis is to answer a central question: What can be done to move from conflict minerals to peace and development minerals in South Kivu in general and in Walungu territory in particular.*

**Keywords:** *Conflict System, Mining Governance, Conflict Minerals, Ores of Peace, Human Security, Mukungwe Mining Site, BANRO*



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



## Introduction

Nous voudrions commencer cet article par un bref commentaire sur l'expression utilisée par Judith Verweijn (2016 : 49) pour qualifier le système de gouvernance qui a pris place dans les zones minières dans l'Est de la RDC : une *exploitation minière militarisée* ! En effet, non seulement cette expression exprime le mieux les logiques qui commandent les stratégies des acteurs pour s'assurer le contrôle des sites miniers et l'accès aux ressources qu'ils regorgent, mais aussi elle précise la place de la violence sous toutes ses formes dans les relations de pouvoir entre les différents acteurs qui interviennent dans le secteur minier en RDC et qui concourent à la pérennisation des *minerais des conflits* (Tantale, Or et Tungstène)<sup>1</sup> particulièrement visés par le *Dodd-Franck Act* adopté en 2010. Tous les sites miniers du Nord et du Sud-Kivu répondent à ce profil, y compris celui de *Mukungwe* qui nous intéresse dans cet article.

Communément appelé *Maroc*<sup>2</sup>, le site de Mukungwe est le plus conflictuel situé dans les abords immédiats de la ville de Bukavu au Sud-Kivu. Depuis près de cinquante ans, trois familles devenues influentes<sup>3</sup> s'y affrontent au sujet du contrôle des puits d'or, principal minerai exploité dans ce site. Le positionnement des communautés locales et des acteurs aussi bien étatiques et non étatiques par rapport à ce conflit a fini par participer à la mise en place d'un système de conflits aux conséquences désastreuses dont les plus en vue sont : le recours aux milices pour « sécuriser » le site ; l'émergence de nouvelles formes d'*autorités publiques* sur le site minier ; la mise en place d'un système de gouvernance de prédation impliquant les acteurs aussi bien étatiques que non étatiques ; et la dégradation continue des conditions de vie des populations riveraines.

Tout cela participe à conforter une certaine conception fataliste qui puise ses arguments dans la *théorie du complot*<sup>4</sup> et affirme que *la République Démocratique du Congo est victime de ses richesses naturelles* (Katoka, B. 2017). Du coup, les expressions comme *minerais des conflits*, *minerais de sang* (Boltanski, C., 2014), *sites miniers rouges* etc. semblent s'accommoder avec le paysage sociopolitique et économique de la RDC et mobilisent plus

---

<sup>1</sup> Le Congrès américain avait alors adopté l'article 1502 de la Loi afin de répondre aux problèmes de l'extraction et du commerce des minerais de conflit par les groupes armés qui contribuaient et contribuent encore au financement des conflits en RDC en général et dans ses provinces orientales en particulier avec des conséquences évidente la crise humanitaire toujours croissante dans la région.

<sup>2</sup> La désignation Maroc n'a aucun rapport avec l'empire chérifien. Il tire son origine du nom d'un vaste domaine que le feu président Mobutu aurait à concédé à son ami Habyarimana, l'ex-Président du Rwanda dans le territoire de Walikale aux abords de la mine de Bisie. Plusieurs Bashi, originaires de Walungu qui s'occupaient à l'exploitation artisanale de l'or à Walikale furent contraints de quitter la concession de regagner leur territoire de Walungu où le site venait d'être découvert. Ils baptisèrent ainsi le site en mémoire de leur ancien lieu de travail à Walikale.

<sup>3</sup> Le conflit autour du site Minier oppose à ce jour la famille de Kurhengamuzimu (Chef de groupement de Mushinga) à celles de ses deux sujets, Chunu et Rubango au sujet du contrôle de la production de l'or.

<sup>4</sup> Lire Pierre-André Taguieff, (2005, *La foire aux illuminés. Ésotérisme, théorie du complot, extrémisme*, Paris, Mille et Une Nuits, 612p.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



d'un chercheur<sup>5</sup> et plusieurs organisations internationales de défense des droits de l'homme dans une dynamique de quête des solutions non seulement au pillage systématique des ressources minières de la RDC, mais aussi à la précarité chronique observée au niveau des populations dans les zones minières.

Cet article voudrait ainsi proposer des réponses à une question centrale : *Que faire pour passer des minerais de conflits aux minerais de paix et de développement au Sud-Kivu en général et dans le territoire de Walungu en particulier ?* Il s'agit d'une question à la fois simple et complexe. Simple dans la mesure où l'on serait tenté de croire qu'une implication sérieuse de l'Etat dans le sens de l'application des textes de lois en général, et de la *Loi Bakajika*<sup>6</sup> en particulier suffirait pour régler la question. Et complexe s'il faut tenir compte des extranéités qui interfèrent sur un système de gouvernance minière de prédation en place depuis le déclenchement du cycle de rebellions qui embrasent le pays depuis plusieurs décennies.

Pour répondre à cette question centrale, nous avons privilégié une approche systémique (Easton, D. : 1974) de la conflictualité autour des sites miniers. Les structures impliquées dans la gouvernance du secteur minier et présentes sur les sites miniers sont abordées comme des *microsystèmes de gouvernance* participant à la fois à la consolidation des systèmes de conflits dans et autour des sites miniers et à l'affaiblissement l'Etat qui désormais se trouve en compétition avec de nouvelles formes d'*autorités publiques* parfois mieux organisées que l'Etat.

Les données nécessaires à la rédaction de cet article ont été collectées grâce aux interviews directes et entretiens semi-directifs réalisés sur un échantillonnage par choix raisonné (Depelteau, F., 2000) et focus groups menés sur le site minier de Mukungwe au mois d'avril 2018. Les focus groups ont eu le mérite, comme l'affirme Christophe Evans (2011) d'aller plus loin dans la collecte des données en suivant et en inscrivant, dans une perspective dialectique, les arguments des uns et des autres sur tous les aspects du sujet abordé.

Cet article compte ainsi quatre sections. La première section procède à la localisation du site de Mukungwe et à l'analyse rétrospective des cycles de conflits qui y opposent depuis 1980 les trois familles sus-évoquées. La seconde section s'appesantit sur le contexte actuel de la conflictualité et sur la constellation d'acteurs étatiques et non étatiques impliqués et qui participent à la mise en place d'un système de conflits aux conséquences néfastes. La troisième section examine l'impact de cette situation sur les populations riveraines du site en

---

<sup>5</sup> Lire De Putter, T. et C. Delvaux, « certifier les ressources minérales dans la région des Grands Lacs, in *Politique étrangère*, 2013/2 (Été), P.99 – 112., Geeenen, S. et F. Iragi Mukotanyi, « Les grands poissons mangent les petits » : multiples aspects d'un conflit autour d'une concession minière au Sud-Kivu, in *Politique africaine*, 2013/3, P.121 – 141.

<sup>6</sup> Loi Bakajika souligne que le sol et le sous-sol appartiennent à l'Etat, mettant ainsi les personnes physiques et morales à s'aligner rapidement dans la sécurisation foncière tout en étant prête à céder le terroir sitôt que les intérêts de l'Etat s'imposent.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



termes de sécurité humaine avec un focus particulier sur la sécurité communautaire et la sécurité alimentaire. Enfin, la quatrième section est axée sur les pistes de solution.

### **Section 1. Localisation du site et trajectoire historique d'un conflit ami**

La situation conflictuelle qui prévaut autour du site minier de Mukungwe est vieille de plus ou moins 50 ans. Cette section voudrait comprendre les facteurs qui concourent à cette pérennisation de conflits. Mais avant cela, il est utile de procéder à la localisation de ce site et à une brève description de ses potentialités en termes de minerais.

#### **1.1. Localisation et potentialités du site**

Le site minier de Mukungwe est situé dans le territoire de Walungu, chefferie de Ngweshe, groupement de Mushinga. Le territoire de Walungu est l'un de huit territoires<sup>7</sup> qui forment la province du Sud-Kivu. Sa superficie est de 1636 km<sup>2</sup> pour une population estimée à 701411 habitants, en 2014. On peut avoir des coordonnées GPS du site minier de Mukungwe et de Mushinga comme groupement

Le territoire de Walungu est limité, au Nord par le territoire de Kabare, au Sud par celui de Mwenga, à l'Est par le territoire d'Uvira et la rivière Ruzizi qui le sépare de la localité rwandaise de Bunagana et la province burundaise de Cibitoke. A l'Ouest Walungu partagent les limites avec le territoire de Shabunda. Cette position géographique fait de ce territoire un espace très ouvert et accessible aux influences régionales. Les données historiques attestent en effet que bien avant la colonisation, l'influence des Bashi était évidente aussi bien dans la plaine de la Ruzizi que dans le Kiyaga rwandais (Bishikwabo, C, A. 1980).

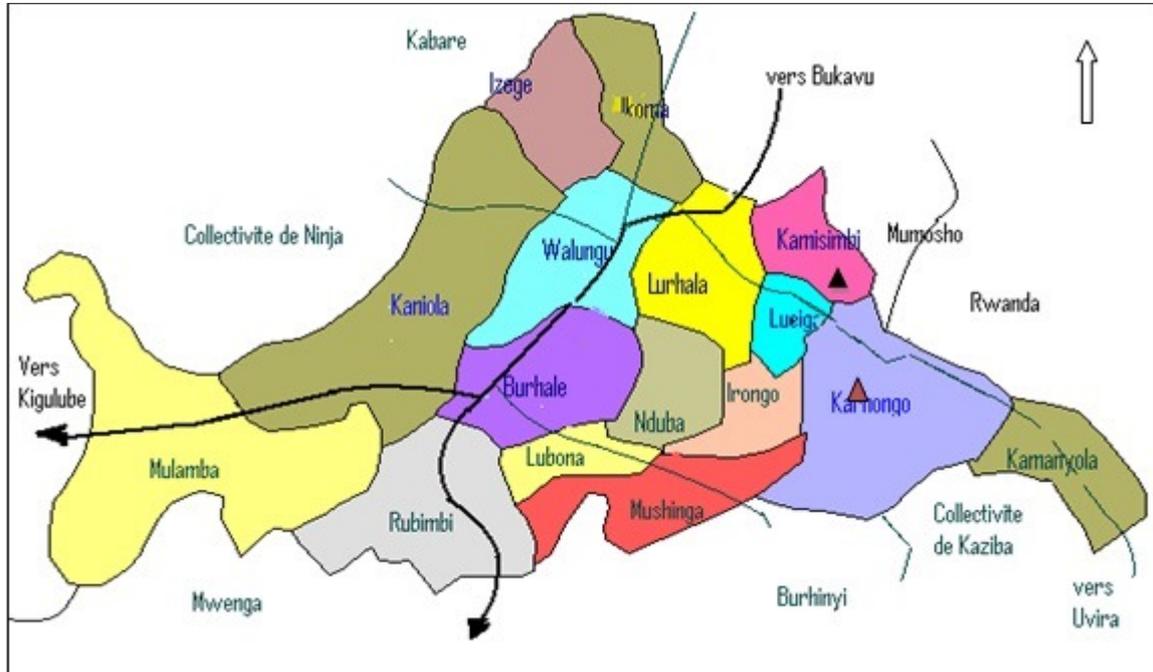
*Carte n° 1. Carte administrative du territoire de Walungu.*

---

<sup>7</sup> La province du Sud-Kivu compte huit territoires ruraux : Kabare, Walungu, Mwenga, Shabunda, Uvira, Kalehe, Idjwi et Fizi



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



(Source, Balagizi et al, 2014)<sup>8</sup>

Ainsi circonscrit, le territoire de Walungu est subdivisé en deux grandes chefferies : La chefferie de Ngweshe et la chefferie de Kaziba. La chefferie de Ngweshe qui nous intéresse dans cet article est à son tour divisé en 16 groupements, notamment, les groupements de : Burhale, Ikoma, Irongo ; Izege, Kamanyola, Kamisimbi, Kaniola, Karhongo, Lubona, Luciga, Lurhala, Mulamba, Mushinga, Nduba, Rubimbi et Walungu (De Saint Moulin, L., 2005).

La gestion administrative de cette espace est hybride comme c'est le cas pour plusieurs entités administratives décentralisées. Il fait cohabiter les structures administratives modernes et l'administration coutumière. Ainsi, un administrateur du territoire nommé par Kinshasa est secondé par deux administrateurs assistants. Et Compte tenue de l'immensité des territoires, le gouvernement central a créé des postes d'encadrement administratif notamment à Mubone, Luntukulu, Nyangezi, Lurhala, et Walungu....

A côté de l'autorité administrative opèrent des autorités coutumières. A la tête de chaque chefferie, il y a un chef de chefferie appelé communément « Mwami » (roi). C'est lui le garant de la coutume. La succession à la tête de la chefferie se fait du père au fils. Bien que ceux-ci travaillant avec l'autorité administrative, les chefs coutumiers ont une certaine indépendance vis-à-vis d'elle. Il faut relever le fait que la constitution actuelle de la RDC

<sup>8</sup> **BALAGIZI, K., A. CHIFIZI, E.M. BAGULA, J. M. CIZUNGU, T. M. ADHAMA, P. M. MASILYA, M. ISUMBISHO, chapitre 15. Effet de l'engrais « CETEP » sur le rendement des cultures de haricot nain dans le Sud-Kivu. In ISUMBISHO et SANGINGA P. (2014). Vers une bonne gouvernance des ressources naturelles collectives dans la région des grands lacs africains. VERTIGO, Montréal, Québec, ISBN 978-2924372-00-5, 460 pages**



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



consacre les chefferies en entité territorialement décentralisée avec une autonomie de gestion tandis que le territoire reste une entité déconcentrée.

A la tête de chaque groupement, il y a un chef de groupement souvent issu de la famille royale directement ou indirectement. Chaque groupement est formé de plusieurs localités (villages) avec à sa tête le chef de localité (village) nommé et révoqué par le chef de groupement après avis du chef de collectivité. Exceptionnellement, Les groupements de Karhongo (Nyangezi) et de Mushinga (qui comprend la localité de Mukungwe) constituent des terres foncières indépendantes de l'autorité du Mwami de Ngweshe.

La localité de Mukungwe, qui fait l'objet de cette étude, est située à 60 km au sud-ouest de la ville de Bukavu, et constitue en soi, une zone frontière entre le groupement de Mushinga, d'Irongo et Rubimbi ; et aussi le groupement de Mulambi (Collectivité chefferie de Burhinyi en territoire de Mwenga). Elle fait partie des 17 localités formant le groupement de Mushinga, coutumièrement administré par la famille Kurhengamuzimu.





**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



En plus du *trio conflictuel* qui y affronte depuis près de 50 ans, ce site a toujours été au centre des préoccupations des acteurs politiques. Sa militarisation à outrance entre 1998 et 2003, puis dans la seconde moitié des années 2000 a eu des incidences très graves sur la situation sécuritaire dans le territoire de Walungu. Pierre Jacquemot (2009) note à ce sujet que les ressources naturelles de la RDC, *qui alimentent la convoitise de certaines puissances étrangères*, n'ont jamais été étrangères à la violence imposée à la population congolaise. L'or de Mukungwe n'a pas fait exception à la règle.

Il convient de rappeler, en effet, que la mine a été validée en 2012 et certifiée « rouge » à cause de la présence en son sein, à l'époque, des éléments de FARDC et des FDLR (Gregory-Salter et Phuzumoya, 2014). Six ans plus tard, en 2018, la militarisation du site s'est complexifiée. Elle revêt désormais une forme plus subtile impliquant des éléments de FARDC agissant cette fois-ci à « titre personnelle », des bandes civiles constitués en grande partie par de jeunes anciens « gangs ou antigangs » recrutés par les gestionnaires du site et bien entendu les jeunes, filles et garçons exploitants miniers, prêts au sacrifice suprême pour « protéger leurs terres ».

### 1.2. Trajectoire historique d'un conflit cyclique

Pour la petite histoire l'espace où s'entrechoquent les intérêts du *trio conflictuel* est la deuxième acquisition de monsieur Chunu Katangondwa, originaire de Mulambi (Burhinyi) auprès du chef de groupement Kurhengamuzimu. Déjà en 1964, alors qu'il résidait à Mushinga chez sa tante (très proche du Chef de chefferie), Chunu reçut, gratuitement la colline de *Lukwera*. Mais la région était à l'époque très sauvage et les gorilles n'hésitaient pas à venir visiter la bananeraie aux environs de l'habitation de l'acquéreur. Ce dernier décida alors de demander un autre lopin de terre au Chef de groupement conformément les prescrits de la Loi coutumière.

Après avoir respecté toute la procédure coutumière, Chunu Katangondwa paya la redevance foncière, le *kalinzi*, pour accéder aux droits d'usufruitier. C'est dans ce contexte que le domaine de *Kalanga* lui fut accordé comme pâturage pour ses vaches. Et désormais, il immigra avec sa famille et toute sa progéniture de Burhinyi à Mushinga pour s'installer sur la terre acquise suivant le droit coutumier. Il y vivra en harmonie durant une très longue période avec la famille Kurhengamuzimu et la famille d'un autre sujet migrant de Burhinyi, monsieur Rubango, qui jouait le rôle de superviseur des terres coutumières du chef dans la localité de Mukungwe.

Chunu exploita sa nouvelle concession comme pâturage jusqu'au début des années 1970 lorsque des creuseurs artisanaux y découvrirent un grand gisement d'or. Informé, le Chef de groupement voulu reprendre le contrôle de cet espace en procédant par une interprétation jugée « litigieuse » d'une Loi coutumière, du reste non écrite. En effet, pour le chef, les droits conférés par *Kalinzi* ne pouvaient s'appliquer qu'au sol et non au sous-sol. Pour la



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



famille de Chunu par contre, *il n'existait pas de sol sans sous-sol*, et donc le *Kalinzi* devait s'appliquer aussi bien au sol qu'au sous-sol. C'était le début du plus vieux conflit minier du Sud-Kivu.

Ce conflit a pris les allures d'un véritable feuilleton mêlant les épisodes des complicités et trahisons, des accords et désaccords, des tueries avérées ou supposées, des vengeances etc.<sup>9</sup>. Plusieurs pistes de solutions ont été explorées pour restaurer la paix entre les familles en conflit sans succès. Il y a lieu d'évoquer entre autres, les séances de dialogue facilités par le Mwami Ndatbaye Weza III, chef de chefferie de Ngweshe, le recours aux institutions judiciaires, les séances de conciliation et de médiation sous l'égide l'ONG Observatoire Gouvernance et Paix.

En effet, dès 1988, les cours et Tribunaux qui ont tenté de départager les protagonistes ont contribué à envenimer la situation en conférant les gains des causes, soit à Chunu, soit à Kurhengamuzimu selon les contextes. En 1989, des notabilités locales dont Cishungu, Magala, Ciburhi, Kaluka, Cisabo, chef de Madaka etc. tentèrent à leur tour la médiation entre les familles protagonistes. Ils parvinrent à convaincre les parties à partager équitablement des recettes minières. Mais pas pour une paix stable et pas pour longtemps.

En effet, dès 1996, Kurhengamuzimu épris de son pouvoir poussa Chunu et à sa famille à s'exiler à Kasongo et sa famille est partie, en partie, à Burhinyi et, aussi à Goma. Rubango reprit ainsi les poils de la bête et devint le bras droit de Kurhengamuzimu.

Deux ans plus tard, en 1998, la milice Mudundu 40 (constituée par les enfants et partisans de Kurhengamuzimu dans le contexte de la deuxième rébellion congolaise) occupe le site de Mukungwe et deviennent les seuls maîtres. La milice Mudundu 40 installa sa base à Mushinga et occupa le lieu jusqu'en 2003.

En effet, le 07 avril 2003, le RCD lança une offensive de très grande envergure contre le Mudundu 40 qui contrôlait déjà presque tout le territoire de Walungu et d'autres régions dans les territoires de Kabare et de Mwenga. Défaite, la Milice Mudundu 40 perdit son emprise sur le groupement de Mushinga et sur le site minier de Mukungwe. Odilo, le chef de guerre fut intégré dans les FARDC et installé à Kinshasa, tandis que les autres membres du groupe et membres de la famille Kurhengamuzimu, dont le chef de groupement actuel, prirent le chemin de l'exil. La famille de Rubango profita ainsi de ce vide pour asseoir petit à petit son autorité sur le site de Mukungwe.

## **Section 2. Le contexte actuel et sociologie des acteurs en présence**

---

<sup>9</sup> Geenen, S & Claessens, K., 2012. De l'autre côté de la colline. Le contrôle contesté de Mukungwe, Sud-Kivu, in : Reyntjens, F., Vandeginste, S., Verpoorten, M. (eds.) L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2011-2012, Paris, Le Harmattan : 181-203.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



S'il est vrai que la famille de Rubango a actuellement le contrôle de Mukungwe, il est aussi vrai que ce site a déjà été concédé à BANRO par le gouvernement congolais. Cependant, cette multinationale n'a pas encore pris possession du site suite à l'hostilité d'une frange de la population locale loyale au chef de groupement. Entre temps, le site voit se déployer presque toutes les structures qui opèrent dans une Zone d'Exploitation Artisanale (ZEA) tel que prévu par la législation congolaise alors qu'il n'a pas ce statut. Cette section analyse les logiques des acteurs en présence.

### 2.1. Le contexte actuel : Un site rouge accordé à BANRO

Rappelons que, présenté sous plusieurs facettes depuis l'époque coloniale, le secteur minier au Sud-Kivu a été d'abord presque exclusivement industriel jusqu'au début des années 1980, puis mixte (industriel et artisanal) après la libéralisation de l'exploitation et la vente des minerais par le régime de Mobutu en 1982 (Vlassenroot, K., et T Reaymaekers, 2004). C'est dans ce contexte que les communautés locales des zones minières se sont engagés dans l'exploitation et la vente des minerais pour répondre à leurs besoins vitaux. Le retour en force des sociétés industrielles cette fois-ci étrangères depuis la seconde moitié des années 1990, dans un contexte de guerres à répétition, a fini par déclencher un combat de type *David contre Goliath* entre les multinationales qui reçoivent du gouvernement congolais de grandes concessions minières et les exploitants artisanaux qui sont souvent obligés de quitter leurs villages.

C'est en septembre 2013 que le site minier de Mukungwe, qui constituait une source de revenus aux officiers de l'ex-10 région militaire, fut confié à la Société canadienne BANRO par le gouvernement congolais. Par la même occasion l'exploitation artisanale de l'or était interdite sur ce site. Les éléments de FRDC devaient immédiatement quitter le site. Les exploitants miniers et leurs familles quant à eux avaient reçu un moratoire de trois mois pour quitter le lieu et trouver fortune ailleurs. BANRO aurait même consenti d'indemniser les familles concernées.

La cession du site de Mukungwe à BANRO par le gouvernement congolais a obligé les familles en conflit de prendre position. Si les Kurhegamuzimu et les Chunu ont été favorables à la multinationale, les Rubango quant à eux lui sont très hostiles et ont développé même une sorte de *populisme moral* dont l'objectif ultime est de monter une frange de la population à la fois contre les autorités coutumières de Mushinga accusés d'avoir vendu la terre léguée par les ancêtres et contre la présence de BANRO dans le territoire de Walungu en général et à Mukungwe en particulier.

L'on sait, en effet, avec Alex de Waal (2016) que *moral populism emerges from a crisis of mutuality, often associated with a major societal trauma such as conquest and subjugation, civil war, economic collapse to the point where institutionalized governance breaks down, or tyrannical revolutionary government that unleashes mass atrocity* ».



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Le territoire de Walungu répondait parfaitement à ce profil au moment où le site minier de Mukungwe passait sous le contrôle de Rubango. Ce dernier adopta ainsi un discours anti-occidentaux et adopta une attitude ré-mobilisatrice des jeunes contre les intérêts des étrangers jugés incompatibles avec les droits des autochtones et le développement local.

La création de la bande armés *Watoto chui* (les léopardeaux) trouve là sa justification. Il s'agit d'une milice associée aux exploitants miniers (creuseurs). Ce sont des jeunes très forts recrutés parmi les proches de famille gestionnaire du site et à l'Essence, un quartier périphérique de la Commune d'Ibanda à Bukavu. Leur mission principale est la protection des intérêts du site minier de Mukungwe. Avec cette donne, le site minier de Mukungwe est très loin de passer d'un site rouge à un site vert. Les *Watoto chui* y ont instauré des mécanismes de sécurisation allant d'une simple collecte d'informations sur les personnes suspectes, complices supposées de BANRO à des lapidations et tueries sans remords. Mais entretemps on continue à exploiter l'or.

## 2.2. Les principaux acteurs qui interagissent dans le site Mukungwe

Une constellation d'acteurs étatiques et non étatiques interagissent dans le secteur minier à Mukungwe avec comme objectif majeur l'accès direct aux minerais ou aux avantages de ceux-ci procurent. Parmi eux ; les exploitants miniers, les femmes prostituées, les femmes vendeuses, les mineurs les éléments des FARDC et les services étatiques impliqués dans la gouvernance du secteur minier.

Appelés communément *creuseurs artisanaux*, les exploitants miniers sont les acteurs clés du secteur minier. A Mukungwe leur nombre fluctue généralement entre 200 et 5000 personnes selon les périodes de faible ou d'intense productivité ou encore de conflits latents ou violents. Les exploitants miniers sont très organisés. La diversité des tâches à exécuter détermine ainsi les fonctions des exploitants miniers. A ce jour, leur comité est dirigé par monsieur Kashala Lubala.

Comme presque tous les sites miniers du Sud-Kivu, Mukungwe abrite une catégorie « d'exploitants miniers très fragiles » : les *mineurs mineurs*. Ces enfants déscolarisés pour des raisons diverses et dont l'âge varie entre 8 et 18 ans sont presque des *adultes en miniature* ! Leur situation est très préoccupante : surexploités par les *exploitants miniers*, exposés aux maladies de tous ordres extorqués par les femmes prostituées... Est-ce que le fait d'être mineur mineur les pousse à s'inscrire dans le cycle des conflits sans réfléchir et/ou sans intérêt ? Comment le fait d'être mineur définit leur contribution aux Conflits ? leur rôles

Puisque nous évoquons les femmes prostituées, appelées aussi *creuseuses sans bêches*, force est de préciser qu'il ne faut pas les confondre avec n'importe quelle *commerçante ambulante* qui accèdent au site chaque matin pour y vendre les vivres et les articles divers et retourne le soir à son domicile. Certes, il arrive que certaines femmes combinent les deux activités (la



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



prostitution et le commerce), mais la réalité est aussi que la catégorie des *commerçantes ambulantes* comprend aussi bien les femmes mariés (qui exercent leur commerce avec le consentement tacite ou expressive de leurs conjoints), les femmes dites *filles-mères* ou ayant fui leurs foyers (femmes *vivant seules*).<sup>10</sup> Comment elles influencent les conflits ? Ou comment les conflits influent sur leur quotidien ?

A part les acteurs ci-haut présenté, Mukungwe reçoit aussi les acteurs et services étatiques alors qu'officiellement le site est fermé ! Les éléments des FARDC et la Police Nationale Congolaise, invités par la famille Rubango est très présents sur les sites miniers. Les affinités qu'ils affichent envers les *Watoto Chui* et le fait qu'ils ne sont pas inquiétés par leurs hiérarchies respectives suggèrent d'existence d'un vaste réseau perpétuant, sous d'autres formes, la logique de militarisation des sites miniers tel que théorisée par Judith Verweijn (2016).

Il faut également noter que plusieurs acteurs étatiques interviennent dans le site minier de Mukungwe. Certains agissent officiellement au nom de leurs services spécifiques, d'autres entretiennent des structures parallèles de prédation. Les acteurs les plus présents dans les sites sont, entre autres : L'administration du territoire de Walungu, les agents de la division provinciale des mines, le Service d'Assistance et d'Encadrement du Small-Scale Mining (SAESSCAM) et la Polices des Mines. Comment ils interagissent face aux conflits. Sont ils des diviseurs ou de connecteurs ? Partisans ou naitre ? Acteurs du changement positif ou protecteur des deux parties ?

Enfin, il existe une catégorie d'acteurs non étatiques qui interviennent à Mukungwe dans le but spécifique de chercher des pistes de solution au système de conflits qui s'y déploie. Parmi eux il y a lieu de citer : l'Asbl dénommé Observatoire Gouvernance et Paix, LUBOMUSHIR qui est l'équivalent du barza communautaire des trois groupements voisins, Lubona (LU), Mushinga (MUSH) et Irongo (IR) et le Comité de Développement de Mukungwe. A côté de cette catégorie évolue des services plus ou moins philanthropiques soucieuses de veiller sur la sécurité et à la santé des exploitants miniers et leurs dépendants : C'est le cas du Bureau de la Zone de Santé de Mubumbano qui entretient un poste de santé sur le site et l'animatrice de la santé de la reproduction, comme Maman MED, Chantal Iranga M'Lwanwa lesquelles sont en contact permanent avec les femmes actives du site minier

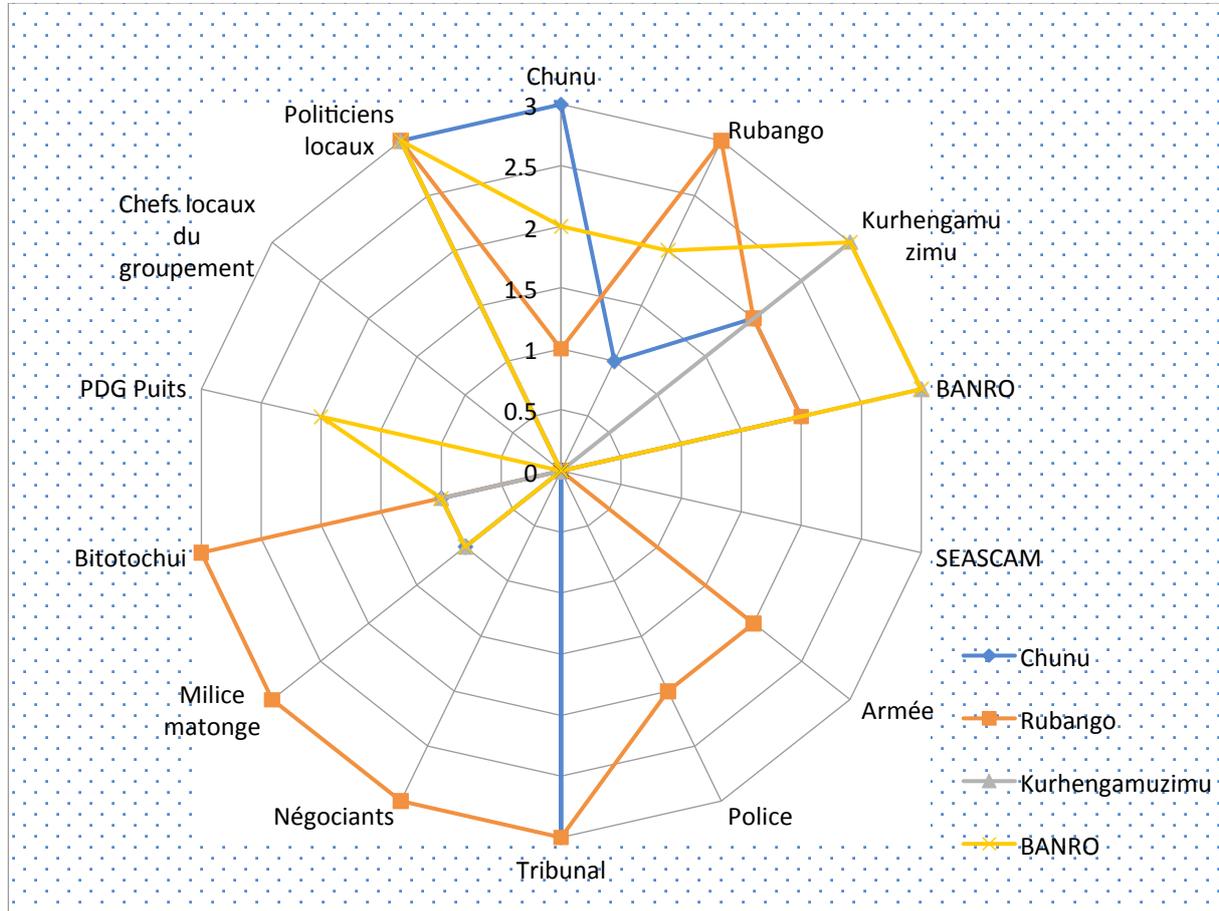
Toutes ces relations de pouvoir ainsi que les liens qui les sous-tendent peuvent ainsi être représenté dans le sociogramme ci-après :

---

<sup>10</sup> Une étude beaucoup plus approfondie est consacrée à la situation des femmes et des enfants dans le site minier. Elle fera objet d'une publication spécifique.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Légende : 0 : lien de méfiance ; 1 : conflits violents 2 : conflits latents 3 : liens d'amitié

La lecture de ce sociogramme suggère un système de conflits entre divers acteurs et structures autour l'accès aux ressources à Mukungwe. Ce système comporte cinq sous-systèmes qui interagissent et au sein desquels s'affrontent les intérêts essentiellement axés sur le contrôle de ce cet espace d'opportunités. En effet, s'il est vrai que l'or est le principal minéral exploité dans le site, il est aussi vrai qu'en marge de l'exploitation minière, il existe plusieurs structures sociales et économiques susceptibles de susciter les antagonismes des uns et des autres, entre autres, les négociants d'or, les politiciens locaux, les chefs coutumiers, ...

Le premier sous-système est ainsi formé autour du *trio conflictuel* Kurhengamuzimu – Chunu – Rubango. C'est le noyau de tout un système de conflits. L'enjeu central à l'intérieur de ce sous système est le contrôle effectif de *Mukungwe* compris comme un *espace d'opportunités économiques*. La mobilisation des ressources et les stratégies mis en œuvre pour y parvenir ont évolué au fil du temps : recours aux milices, aux mécanismes traditionnelles de règlement des conflits, aux institutions judiciaires, au trafic d'influence dans la sphère politique à Kinshasa, et aux groupes armés plus ou moins structurés comme la milice



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Mudundu 40 et même aux alliances tacites avec certaines personnalités des pays limitrophes etc.

Le deuxième sous-système se construit autour des partisans et courtisans de l'un ou l'autre membre *du trio conflictuel*. Il tient compte des *exploitants miniers* dont la loyauté est nécessaire pour rassurer le chef de groupement que les dividendes que procure l'exploitation minière sont bien partagés entre les acteurs importants. Il tient aussi compte des *négociants* dont la coopération est importante pour évaluer les taxes qui reviennent aux structures étatiques et les redevances dues à la famille gestionnaire du site minier. Les intrigues entre les sujets du chef de groupement, l'instrumentalisation des alliances matrimoniales et l'exploitation de l'influence des notabilités locales configurent les dynamiques conflictuelles au niveau de ce sous système.

Le troisième sous-système évoque les intérêts contradictoires dans la périphérie du site minier de Mukungwe. La localité de *Madaka*, chef-lieu du groupement de Mushinga, est le centre d'expression de ces contradictions et le thermomètre du climat des affaires dans le site minier à Mukungwe. Situé à plus moins 10 km Kilomètres du site, ce « petit » centre abrite les partisans du fameux *trio conflictuel* et constitue le lieu d'hébergement temporaire obligé des représentants des services étatiques qui opèrent à Mukungwe. En effet, le centre de Madaka le prolongement naturel du site de Mukungwe compris comme *un espace d'opportunités économiques et politiques*.

Le quatrième sous-système intègre tous les acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans la gouvernance minière. C'est dans cette catégorie qu'il faut dénombrer les négociants, les commissionnaires, les acteurs dans l'ombre, les agents de la Division provinciale des Mines, la Police des mines, les agents de SAESCAM, certaines notabilités basées à Kinshasa et qui ont une parcelle d'autorité sur les acteurs et bien entendu, les réseaux transnationaux qui participent d'une manière ou d'une au blanchissement des minerais du conflit.

Le cinquième sous-système enfin prend en compte la constellation des pressions nationales (Kinshasa), régionales et internationales. L'Etat congolais à qui la Loi Bakajika reconnaît le monopole sur le sol et le sous-sol, les sociétés multinationales impliquées dans l'exploitation minière en RDC en générale et BANRO en particulier qui est déjà impliqué à Twangiza et qui a le contrat avec la RDC pour le site de Mukungwe en et tous réseaux nommés, la communauté internationale et tous les réseaux impliqués dans la lutte contre les minerais des conflits.

Il faut noter que la cohabitation de toutes ces sous-systèmes à Mukungwe a été favorisée non seulement par un contexte sociopolitique ayant conduit à la faillite de l'Etat congolais, mais aussi par la personnalité morale et éthique plus ou moins fragmentée de ce qui reste de cet Etat : des officiels convertis en *opérateurs politiques corrompus* à la recherche du gain facile et profitant du parapluie du pouvoir pour se livrer à la fraude au quotidien. La survivance de ces sous-systèmes a contribué à la mise en place d'un système de gouvernance minière de



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



prédation pour la règle semble obéir au principe : à *chacun sa part, mais rapport obligatoire au chef !*

### **Section 3. Les incidences de cette situation sur la sécurité humaine**

Après plusieurs années de confrontation entre les protagonistes, le groupement de Mushinga est une contrée sinistrée. La désertion progressive des activités agricoles au profit de l'exploitation minière, la mobilisation *milicienne circulaire* pour la protection du site minier, le déficit de gouvernance au niveau des services de l'Etat etc. ont contribué à accentuer la violence et la précarité dans cette partie du territoire de Walungu.

#### *3.1. Recul des activités agraires et leur implication sur sécurité alimentaire*

Il a été démontré que depuis la libéralisation de l'exploitation des minerais en RDC, les activités agricoles ont sérieusement régressé dans les zones minières. Le territoire de Walungu en général et le groupement de Mushinga ne font pas exception à cette règle. La ruée vers l'or a relégué les autres activités économiques et même les études des plus jeunes au second plan. Ce phénomène n'est pas limité au seul groupement de Mushinga. Tout le territoire de Walungu en est sérieusement affecté.

En effet, l'agriculture locale connaît un recul significatif. Le marché de Rubimbi qui fournissait le gros du manioc consommé à Bukavu dans les années 1970 et 1980 a presque disparu. Toutes les grandes plantations (Kinplant, Lukayo, Mulambi etc) ont fermé et les expatriés qui s'en occupaient sont tous rentrés chez eux. Les pâturages sont désertés parce que soit les vaches ont été emportées par les groupes armés, soit les fermiers ont fui l'insécurité qui perdure dans la région.

L'insécurité physique et le déficit de la sécurité communautaire ont contraint ainsi les communautés locales à une agriculture de subsistance, qui n'arrive même pas à répondre aux besoins de la population locale au point que la nourriture consommée dans les sites miniers et ses environs provient souvent des centres urbains situés dans le voisinage du site. Ainsi, C'est Bukavu qui alimente Mukungwe, elle-même alimentée par la province rwandaise de Cyangugu.

L'on peut donc observer que la pauvreté est toujours croissante dans le groupement de Mushinga et la sécurité alimentaire n'est pas garantie. Mukungwe répercute ainsi le paradoxe congolais : *une contrée riche en minerais, une population très pauvre !* Une enquête réalisée par Alice Nalumva sur le site de Mukungwe met en évidence le fait que les exploitants miniers n'ont pas de revenus stables. Celles-ci sont tributaires des fluctuations de la production. Aussi, les exploitants miniers sont souvent pris en charge par les chefs des puits qui mettent leurs moyens en œuvre pour supporter leurs travailleurs sur le plan alimentaire, sanitaire et le logement (Nalumva, A. 2017).

*3.2. Impact de l'exploitation minière sur l'environnement et la santé* Les pratiques mis en œuvre par les exploitants miniers contribuent à la dégradation de l'environnement et peuvent



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



occasionner de nouveaux risques écologiques susceptibles d'impacter négativement la santé, les moyens de subsistances et la sécurité des populations. (Isumbisho, M. et P. Sanginga : 2014). Le site de Mukungwe s'inscrit parfaitement sur ce tableau.

Les exploitants miniers abattent les arbres pour faire le « boisage » des puits et lutter contre les éboulements des terres à l'intérieur des puits. La déforestation ainsi amorcée a des conséquences sur l'environnement : la perturbation climatique, le changement climatique, la perturbation des saisons.

Outre la pratique du boisage, l'usage des foreuses est parmi les grandes agressions faites en l'environnement à Mukungwe. Face aux blocs de pierres solides, les exploitants miniers utilisent des foreuses et explosifs (Lutambi) pour minage afin de continuer leur processus d'extraction. Cette pratique a comme conséquence la pollution de l'air. Les mauvaises odeurs et la fumée toxique qui traînent dans les puits occasionnent des maladies.

Enfin, même s'ils refusent de l'admettre, les exploitants miniers font recours aux produits chimiques, principalement au mercure. Aussi, ils déversent les huiles usées de motopompes et autres machines dans la rivière. Cela a comme conséquence la pollution des eaux sur le site. Même une observation à l'œil nu établit que l'eau de la rivière Mukungwe est impropre à la consommation : la couleur et les odeurs sont répugnantes. Les activités minières impactent négativement les eaux des rivières.

Un environnement pollué impact négativement la santé de la population. Les maladies présentes dans la mine de Mukungwe sont la malaria, la diarrhée (cholera), la tuberculose ainsi que les VIH/SIDA. Si les VIH/SIDA ne sont liés directement à la gestion de l'environnement, il est clair que les premières maladies citées résultent des conséquences logiques de la dégradation de l'environnement.

### *3.3. Mobilisation milicienne et ses incidences sur la sécurité communautaire*

Le recours aux milices communautaires pour la sécurisation des puits miniers n'est pas nouveau dans ce site minier. Déjà en 1980, La famille Chunu qui occupait le site avait mis en place une milice dénommée les *Matonge*. C'étaient de jeunes, pour la plupart recrutés à Burhinyi. La tâche des *Matonge* était de garantir l'accès effectives aux exploitants miniers au profit de monsieur la famille Chunu. C'est en réponse à cette militarisation du site qu'un des fils de Kurhengamuzimu, monsieur Odilo, mis sur pied la milice *Bigohwa*.

Le nom de *Bigohwa* n'est pas choisi au hasard. Le *Cigohwa* (*Erythrina abyssinica*) est un arbuste aux feuilles caduques, très connu dans le Bushi pour sa résistance à la saison sèche, et au feu. Dans l'imaginaire collective traditionnelle de Mushinga, cet arbre constitue la poutre où tous les esprits vont se reposer et à partir de laquelle ils interfèrent sur la vie de la communauté. Dans ce contexte des conflits sur le site minier de Mukungwe, cet arbre symbolise la résistance magico-religieuse aux « *gens venus d'ailleurs pour occuper nos terres.* ». Le futur commandant du Mudundu 40 parvint, à l'époque, à remettre sa famille dans ses droits.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Plus tard, en 1998, la Milice Mundundu 40 prit de l'ampleur au point de réclamer aux rebelles du Rassemblement Congolais pour la Démocratie la participation au gouvernement provincial. L'accès au pouvoir politique devait accroître le niveau de la sécurisation du domaine des Kurhengamuzimu. A cette occasion, Théotime Kurehengamuzimu devint Secrétaire Général Administratif de l'Institut Supérieur de Développement rural, tandis que monsieur Patient Mwendanga, proche de Mundundu 40 devint le gouverneur de province à la place de monsieur Ntirata (lui aussi proche de Mundundu 40) qui était préféré par les combattants.

L'alliance entre le RCD et le Mundudu 40 eut comme conséquence, non seulement l'instauration d'une accalmie sur le site de Mukungwe, mais aussi l'ouverture de dernier à un réseau régional trafic minier dont Kigali devint le centre le plus important.

Mais avec le processus de réunification de la RDC déclenché en 2003 à la suite de l'Accord Global et Inclusif et le processus d'intégration des groupes armés dans les FARDC, la Milice M40 fut totalement démantelée et les Kurhengamuzi, forcés à l'exil, laissèrent l'espace vide ! Le site minier et alors occupé par les Rubango. Cet épisode marque le début de l'exclusion progressive de deux des familles autres rivales du site de Mukungwe. Pour renforcer leur position sur le site, les Rubango se présentèrent comme protecteurs de la population de Mushinga et s'organisa pour avoir à son service certains éléments de FARDC en renforcement de ses Watoto Chui.

Cette militarisation du site de Mukungwe a des conséquences évidentes sur la sécurité communautaire. Une sorte de paix armée s'est en effet installée dans cette partie du territoire de Mukungwe. Les familles exclues actuellement l'exploitation du site, les Kurhengamuzimu et les Chunu, ont constitué un front commun et sont devenues très favorables à la multinationale BANRO et collaborent avec le gouvernement qui estime que seule une exploitation industrielle confiée à BANRO pourrait atténuer les tensions et faciliter à Mukungwe le passage d'un site rouge à un site vert. La population de Mushinga est ainsi divisée en pro et anti BANRO. Le conflit n'a pas été bien géré, il est plutôt gelé et peut ressurgir n'importe à tout moment.

#### **Section 4. Réflexions sur Les Pistes de solution**

Une gestion rationnelle du système de conflits décrit dans les pages précédentes fait appel à une approche à la fois structurelle et contextuelle. Aussi, il faut agir à plusieurs niveaux : le niveau local, provincial, national, régional et international. Cette section présente quelques pistes de solution envisageables.

##### *4.1. Passer du Site rouge au vert : que faire au niveau local ?*

Le premier pas vers la promotion des *minerais de paix et de développement* consiste à passer d'un site déclaré « rouge » à un site dit « vert ». Dans le cas de Mukungwe, cela passe par une transformation positive du conflit qui a longtemps opposé les familles Kurhengamuzimu,



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Chunu et Rubango. Les *focus-goups* organisés à Mushinga ont proposé deux voies possibles à explorer. La voie suggère de relancer le dialogue entre les protagonistes en vue d'un règlement pacifique tandis que la deuxième voie envisage une intervention musclée de l'Etat pour stabiliser la situation.

S'agissant du dialogue entre les protagonistes, il faut préciser que le site ayant déjà été attribué à BANRO, le débat ne devrait plus aller dans le sens d'identifier un potentiel usurpateur comme c'est le cas aujourd'hui, mais de focaliser sur les préoccupations majeures ci-après : Le nouvel acquéreur est-il disposé à envisager la création, dans la périphérie immédiate de sa concession, d'une Zone d'Exploitation Artisane (ZEA) comme cela est réclamé par une catégorie d'exploitants miniers ? Si oui, quel serait le cadre de cohabitation d'une telle zone avec la multinationale ? Les parties au conflit quant à elles sont-elles disposées à renoncer à leurs « droits de propriétés » au profit de BANRO ? Pour quelle contrepartie ? Comme on peut le constater, répondre à ces questions nécessite une étude beaucoup plus approfondie.<sup>11</sup>

Il faut toutefois préciser que la résistance des exploitants miniers face à BANRO est facile à comprendre s'il fait tenir compte l'investissement financier consenti par les responsables des puits d'or dans le site de Mukungwe.

Ce témoin en dit plus :

*« Imaginez- vous. Nous avons pris des crédits des banques pour financer ces puits ; il fallait nourrir les creuseurs selon leurs rôles et leur nombre, il fallait acheter les matériels pour ces travaux, et avons amorcé beaucoup de dépenses pour que ces puits arrivent à la production qui reste incertaine jusqu'à maintenant, et que quelqu'un se réveille pour me dire seulement de quitter le site. Celui-là ne veut que la rébellion dans ce pays ! Où iront tous ces jeunes qui travaillent ici ?<sup>12</sup> »*

Le contexte actuel atteste que les familles protagonistes et les responsables des puits miniers de Mukungwe semblent avoir compris que, comme d'écrivit la journaliste Belge Collette Braeckman déjà en 1999, *la RDC se trouve au centre d'une véritable compétition pour l'accès « libre et exclusif » aux derniers ressources naturelles non encore exploitées de la planète*. Ces ressources naturelles ne constituent pas la préoccupation des seuls acteurs locaux et nationaux. Elles occupent les premières pages dans les agendas de grandes puissances mondiales

Intégrer cette réalité est une étape importante dans le processus de négocier des dividendes équitables aux regards des contrats miniers par rapport aux droits des peuples dits « autochtones » dans les perspectives de booster un développement durable polycentrique. Franchir cette étape n'est pas facile dans le contexte de Mukungwe. Il faut absolument l'intervention de l'Etat.

<sup>11</sup> Un article à part sera consacré à cette question.

<sup>12</sup> Propos des PDG-Supporteurs, réuni en focus groupe, le 27/04/ 2018



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Point n'est besoin de démontrer la très faible implication du gouvernement congolais dans la gestion du conflit autour du site minier de Mukungwe. Plusieurs violations graves des droits de l'homme ont eu lieu sur le site ces deux dernières années. Aucune démarche sérieuse n'a été entreprise par l'Etat pour établir les responsabilités et sanctionner les coupables. Cela a contribué à renforcer les clivages entre les protagonistes, à instaurer la méfiance entre les protagonistes et l'Etat, et à consolider d'autres formes de gouvernances contrôlées par les responsables des puits et les acteurs à l'intérieur du site : des micro-Etats dans l'Etat. C'est donc l'Etat qu'il faut absolument restaurer pour espérer sortir de l'impasse actuelle !

S'agissant de la deuxième voie proposée, l'intervention musclée de l'Etat. Deux principales actions seraient utiles à ce sujet. Par la première l'Etat devrait contribuer à l'assainissement de climat social de Mukungwe par l'instauration d'un « tribunal spécial » devant statuer sur tous les crimes commis à Mukungwe et punir les coupables. Cette réaction d'un exploitant minier est claire à sujet :

*« Comment peut-on prétendre avoir la paix lorsque vous vivez avec quelqu'un que vous avez vu tué votre frère, votre fils, ou votre ami ? Ici à Mukungwe, un enfant de deux ans connaît que tel a tué son père, celui-ci n'attend que sa maturité pour se venger. Pas plus pas moins !<sup>13</sup> ».*

S'il est vrai la paix passe aussi par la restauration de la vérité et de la justice, il est tout aussi vrai que l'idée d'un tel tribunal peut contribuer à accroître la tension au niveau local et à renforcer les clivages entre les familles protagonistes et donner lieu à un nouveau visage au système de conflits en place. L'Etat devrait plutôt s'assumer et appliquer la Loi. Le sol et le sous-sol lui appartient.

#### *4.2. Comment assainir une gouvernance minière fragmentée et prédatrice ?*

Rappelons que c'est la situation de non-Etat générée par les guerres à répétition a accéléré la militarisation de l'exploitation des minerais, la fragmentation de la gouvernance minière, et l'émergence d'autres formes d'autorités publiques dans le secteur minier congolais.

La RDC se présente aujourd'hui comme l'archétype de l'effondrement institutionnel et de la faille de l'Etat (Vlassenroot, K., 2008). Assainir la gouvernance minière passe donc par la restauration de l'Etat.

Plusieurs études ont déjà été consacrées aux problèmes des Etats africains.<sup>14</sup> Comme l'écrit Beatrice Hibou (1998 : 151), après avoir été centré sur son « importation » ou sa « greffe », le débat sur l'Etat en Afrique s'est déplacé sur son retrait, voir son « effondrement ». Aujourd'hui, ce sont les concepts de « privatisation » de l'Etat et des *États fragiles*

<sup>13</sup> Bwirabaluge Lemera, Interviewé à Mukungwe, le 27 /04 /2018

<sup>14</sup> Jean-François Bayart (1989) sur *la politique du ventre et la criminalisation de l'Etat en Afrique* (1999) ;

<sup>16</sup> Patrick Chabal et Jean-Pascal Daloz (1999), sur *le désordre comme instrument de politique* ;

<sup>17</sup> William Zartman (1995) sur *l'effondrement et la désintégration de l'Etat africain* ;

<sup>18</sup> Jeffrey Herbst (2000) sur *la géopolitique du pouvoir de l'Etat en Afrique dans une perspective historique*, etc



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



(Châtaigner, J.M, et F. Gaulme, 2005 :3) qui occupent le centre du débat. Tous ces concepts sont axés sur la « refondation de l'État » en Afrique. Ce dernier concept ne fait plus l'unanimité.

En effet, ce concept est axé sur la consolidation de la démocratie, la promotion des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, l'intégration nationale, le renforcement des capacités de l'État, etc. Il accorde très peu d'attention sur la personnalité éthique et morale des acteurs étatiques, ou à leurs capacités à appliquer les textes qui régissent les secteurs spécifiques dans lesquels ils interviennent. Plusieurs acteurs étatiques impliqués dans la gouvernance du secteur minier congolais ont une double casquette. En même temps qu'ils travaillent pour l'Etat, ils entretiennent des réseaux parallèles d'accès aux ressources.

Il est clair que la fragmentation de la gouvernance du secteur minier congolais n'a pas comme seule explication possible l'absence d'une politique cohérente en matière de gestion des ressources naturelles. Elle est en grande partie tributaire des incohérences d'une classe politique transformée en un club d'opérateurs politico-économiques très engagés directement ou indirectement dans l'exploitation minières. C'est ce paradigme qu'il faut absolument changer. Ce n'est pas demain la veille !`

Si les réformes structurelles sont faciles à réaliser dans un contexte précis, la réforme des mentalités elle se fait sur une très longue durée. Mais en attendant, l'avènement des dirigeants réformés, il y a lieu de fonder l'assainissement de gouvernance du secteur minier sur un certain nombre de principes :

- Une clarification nette des mécanismes coutumiers d'accès à la terre et de sécurisation de celle-ci ;
- Une harmonisation entre les dispositions de la loi coutumière et celle de la loi foncière relative à l'accès à la terre ;
- Une redéfinition, avec la participation des communautés établies dans les zones minières, des modalités de signature des contrats miniers avec les multinationales ;
- Définition des projets clairs de développement durable avec la participation des communautés à la base et instauration des mécanismes conjoints de suivi.

En effet, comme le souligne Kilosho (2018), le paradoxe en RDC, est le fait que l'exploitation minière ne parvient pas à catalyser le développer mais plutôt la pauvreté dont les moteurs principaux sont les conflits entre les parties prenantes qui, devraient collaborer et définir ensemble les Règles des jeux pour tirer profits dans les voies égalitaires. Une fois la gouvernance du secteur minier assaini, l'on peut alors envisager d'investir les dividendes dans les autres secteurs de production, et principalement dans l'agriculture.

## **Conclusion**



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Axé sur le système de conflit qui se consolide autour du site minier de Mukungwe, cette article a établi que les premières formulations de la conflictualité ( qui implique trois familles : Kurhengamuzimu, Chunu et Rubango propos du site minier de Mukungwe) remontent au début des années 1970 et trouvent leur fondement, en plus de la compétition pour l'accès aux ressources, dans l'interprétation contradictoire de la législation foncière coutumière non écrite : Le *Kalinzi* doit - il s'appliqué au sol uniquement ou au sous-sol aussi ?

Le conflit s'est ensuite consolidé au fil du temps jusqu'à devenir un système de conflits impliquant plusieurs acteurs étatiques et non étatique, les communautés locales, les acteurs régionaux et la multinationale BANRO. Cette évolution trouve son explication dans le déficit des institutions judiciaires qui devaient départager les protagonistes et à la démission de l'Etat de ses fonctions régaliennes, laissant l'espace à une constellation d'acteurs inscrits dans une logique prédatrice.

Ce conflit qui déjà fait plusieurs victimes a impacté négativement la sécurité humaine dans le territoire de Walungu en général, dans le groupement de Mushinga en particulier et singulièrement à Mukungwe : tueries en séries et atteinte à la sécurité communautaire, régression des activités agraires avec incidences sur la sécurité alimentaire, dégradation de l'environnement à la suite d'une exploitation sauvage des minerais, pauvreté, etc.

Pour mieux gérer ce conflit et donner un espoir de paix à cette contrée, l'implication de l'Etat est indispensable. Ce dernier doit s'implique, non seulement dans les réformes structurelles indispensables à la restauration de son autorité, mais aussi et surtout dans la restauration de la personnalité éthique et morale des personnes appelées à gérer la chose publique en général et le secteur minier en particulier. En effet, seul un environnement sociopolitique assaini pourrait donner un climat des affaires susceptible de convaincre les multinationales (BANRO) à adhérer à une certaine politique nationale de gestion des ressources naturelles.

## **Bibliographie**

- Balagizi, K., A. Chifizi, E.M. Bagula, J. M. Cizungu, T. M. Adhama, P. M. Masilya, M. Isumbisho, chapitre 15. Effet de l'engrais « CETEP » sur le rendement des cultures de haricot nain dans le Sud-Kivu. In *ISUMBISHO et SANGINGA P. (2014). Vers une bonne gouvernance des ressources naturelles collectives dans la région des grands lacs africains. VERTIGO, Montréal, Québec, ISBN 978-2924372-00-5, 460 pages*
- Bishikwabo Cubaka, A., (1980), « Le Bushi au XIXe siècle : un peuple, sept royaumes » in *Outre-Mers. Revue d'Histoire*, 246-247, pp. 89 – 98.
- Boltanski,C., (2014), *Les minerais de sang : les esclaves du monde moderne*, Gallimard, Folio actuelle, 338p.
- Bwirabaluge Lamera, Interviewé à Mukungwe, le 27 /04 /2018
- Campbell, B. (ed) (2004) "Regulating mining in Africa: for whose benefit?", Discussion paper 26, Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



- Châtaigner, J-M., et Gaulme, F. (2005). *Agir en faveur des acteurs des sociétés fragiles. Pour une vision renouvelée des enjeux de l'aide au développement dans la prévention et la gestion des crises*, Paris. , A.D.F.
- Conférence internationale sur « L'Exploitation Minière pour le Développement Durable dans la Région des Grands Lacs », 22 Novembre 2012, Hôtel Club du Lac Tanganyika, Bujumbura, Burundi
- De Putter, T. et C. Delvaux, « certifier les ressources minérales dans la région des Grands Lacs, in *Politique étrangère*, 2013/2 (Été), P.99 – 112.
- De Saint Moulin, L., (2005), *Atlas de l'organisation administrative de la République Démocratique du Congo*, Kinshasa, CEPAS.
- De Waal, A., (2006), *Introduction to the political marketplace for policymakers*, JRSP Policy brief I.
- Dépelteau, F., (2000), *La démarche d'une recherche en sciences humaines*, Bruxelles, De Boeck Université.
- Evans, C., (2011), *La méthode des focus groups*, Bibliothèque Centre Pompidou, Service d'Études et de Recherche-Bpi.
- Geenen, S. et F. Iragi M., « Les grands poissons mangent les petits » : multiples aspects d'un conflit autour d'une concession minière au Sud-Kivu, in *Politique africaine*, 2013/3, P.121 – 141.
- Geenen, S & Claessens, K., 2012. De l'autre côté de la colline. Le contrôle contesté de Mukungwe, Sud-Kivu, in : Reyntjens, F., Vandeginste, S., Verpoorten, M. (eds.) *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2011-2012*, Paris, Le Harmattan : 181-203.
- Gregory-Salter et Phuzumoya Consulting, (2014), *Etude de base 2 : Mine d'or artisanale de Mukungwe au Sud-Kivu, République Démocratique du Congo*, OCDE, `
- Isumbisho M., Balagizi K., Mapatano M., Niyonkuru D., (2013). *Gouvernance des Ressources naturelles collectives des Ecosystèmes Fragiles dans la Région des Grands Lacs Africains*. HAL- Editions du CERUKI
- Isumbisho P et Sanginga P., (2014). *Vers une gouvernance des ressources naturelles collectives en phase post-conflits dans la région des grands lacs africains*, Vertigo, Montréal.
- Jean-Christophe DEBERRE, 2007, *Décentralisation et développement local*, in *Afrique Contemporaine*, ISBN : 9782804154172
- Jean-François Bayart (1989) sur *la politique du ventre et la criminalisation de l'État en Afrique* (1999) ;
- Jeffrey Herbst (2000) sur *la géopolitique du pouvoir de l'État en Afrique dans une perspective historique*, etc
- Katoka, B., (2017), *Malédiction des ressources naturelles en République Démocratique du Congo : quelques propositions pour renforcer la bonne gouvernance dans le secteur minier*, [En ligne] URL : <http://conGOPedia.com/actualite/mal-diction-des-ressources->



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



[naturelles-en-rd-congo-quelques-propositions-pour-renforcer-la-bonne-gouvernance-dans-le-secteur-minier](#), consulté le 28 juillet 2017.

- Kilosho B., (2018). Industrialisation et traçabilité minières au Sud-Kivu : quel avenir pour les exploitants miniers artisanaux ? Thèse de doctorat, Université d'Anvers. Belgique
- Musseau F., 2016, le Pérou meurt de ses mines
- Patrick Chabal et Jean-Pascal Daloz (1999), sur *le désordre comme instrument de politique* ; William Zartman (1995) sur *l'effondrement et la désintégration de l'État africain* ; Taguieff, P.A., (2005, *La foire aux illuminés. Esotérisme, théorie du complot, extrémisme*, Paris, Mille et Une Nuits, 612p.
- Thomas, F., *Industries minières : extraire à tout prix*, [En ligne, URL : ][www.cetri.be/Industries-minieres-Extraire-a?lang=fr](http://www.cetri.be/Industries-minieres-Extraire-a?lang=fr), Consulté le 18/07/2017
- Verweijn, J., (2016), Un microcosme de militarisation : conflit, gouvernance et mobilisation armée en territoire d'Uvira
- Vlassenroot, K., et T. (2004) Raeymaekers, « Divisé en deux ». Or et identité sociale à Kamituga (Sud-Kivu), Afrique des Grands Lacs.
- William Z. (1995) sur *l'effondrement et la désintégration de l'État africain* ;